

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1904.

Proposition de loi relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La présente proposition reproduit, avec certaines modifications sur lesquelles nous aurons à revenir, la proposition relative au suffrage universel communal et provincial, que nous eûmes l'honneur de déposer, sur le bureau de cette Chambre, le 27 novembre 1900.

Cette proposition, qui fut longuement discutée, au mois de février 1902, ne fut point accueillie. Les membres de la majorité conservatrice combattaient le principe même de l'égalité de suffrage. Quelques membres de l'opposition libérale firent des déclarations analogues. D'autres s'abstinrent, pour des motifs divers. Bref, 45 voix seulement contre 92, se prononcèrent pour une réforme électorale immédiate, impliquant le suffrage universel pour tous les citoyens âgés de 21 ans.

Néanmoins, un grand nombre de ceux qui se refusaient à admettre le suffrage universel pur et simple, furent amenés à reconnaître l'impossibilité de maintenir indéfiniment le régime actuel, qui consacre, au profit de la classe privilégiée, des injustices criantes et qui présente, en outre, cette étrange anomalie de faire coexister, aux trois degrés de l'électorat, des modes de votation absolument disparates : le système majoritaire, pour les élections provinciales, le système proportionnaliste pour les élections législatives et un système hybride pour les élections communales.

Aussi, la majorité de la section centrale chargée de l'examen de notre proposition exprima « l'avis qu'il y a lieu d'unifier les lois électorales pour les Chambres législatives, les provinces et les communes, notamment en ce qui concerne l'âge de l'électorat, le temps de résidence et le nombre de votes à

accorder à chaque électeur ». De plus, elle se prononça « en principe, pour l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et communales ».

Depuis cette déclaration, il est vrai, les membres de la droite qui s'y étaient associés n'ont rien fait pour lui ôter son caractère platonique.

Cependant, au lendemain des élections générales dernières, l'honorable M. Verhaegen, l'ancien rapporteur de la section centrale, préoccupé d'enlever à l'opposition quelques-uns de ses griefs, se prononçait, dans la *Revue sociale catholique*, pour l'instruction obligatoire, pour une réforme militaire et, en ce qui concerne l'électorat, reconnaissait formellement la nécessité de faire disparaître « les bizarreries qu'amène la différence des régimes électoraux », ajoutant que, peut-être, il y aurait des modifications à apporter à la loi électorale communale.

De l'aveu même des conservateurs, la question électorale reste donc posée.

Il importe, par conséquent, que les divers groupes de la Chambre précisent les solutions qu'ils entendent y apporter et qu'au système de l'unification des lois électorales, qui fait l'objet d'une proposition de loi, les partisans du suffrage universel opposent le seul système qui soit de nature à donner satisfaction aux sacrifiés de la législation actuelle.

Cela importe d'autant plus que, dans ces derniers temps, la cause de l'égalité politique a fait, même dans la bourgeoisie, d'indéniables progrès.

Nous n'en voulons pour preuve que le ralliement, de plus en plus complet, du parti libéral, au principe du suffrage universel.

Déjà, le 24 décembre 1900, les gauches libérales du Sénat et de la Chambre déclaraient « qu'il y a lieu de poursuivre simultanément la réalisation du principe de l'égalité politique par la suppression du vote plural et la réalisation de la représentation proportionnelle, à tous les degrés de l'électorat, dans la Constitution et les lois électorales ».

Cette déclaration, il est vrai, réservait la liberté de ceux qui ne partageaient point l'avis de la majorité et, lors de la discussion, en février 1902, plusieurs membres de la gauche libérale usèrent de cette liberté.

Mais, depuis lors, des déclarations nouvelles ont été faites.

A Bruxelles, par exemple, l'union de toutes les forces libérales, pour les élections de 1902, s'est effectuée sur un programme comprenant « la suppression du vote plural et le maintien du suffrage universel dès à présent inscrit dans la Constitution, sous réserve du droit de poursuivre l'attribution d'un second vote aux chefs de famille ou aux citoyens d'un certain âge, pourvu que ce second vote ne soit subordonné à aucune condition de fortune ou de cens ».

Pour les élections de 1904, des déclarations plus formelles encore, en faveur du suffrage universel, ont été faites par les candidats ou les élus libéraux, et ne semblent pas avoir été étrangères à leurs succès.

Or, le pays comprendrait malaisément, surtout en présence du texte de la déclaration des gauches, que ces adhésions ne visent que le suffrage universel législatif et ne s'appliquent pas également au suffrage communal et provincial.

En effet, jusqu'à la loi de 1895 sur l'électorat communal, qui fut une réaction évidente contre l'œuvre révisionniste de 1893, on a toujours admis en Belgique que le régime électoral pour la province ou pour la commune, ces « écoles primaires de la vie publique », devait être plus étendu que le régime législatif.

C'est, notamment, ce que reconnaissait l'honorable M. Woeste, lorsque, dans un article maintes fois cité de la *Revue générale* (novembre 1870), il se prononçait pour le suffrage universel :

« Obligés, disait-il, à abandonner pied à pied le terrain sur lequel ils s'étaient retranchés, les adversaires du suffrage universel ont un dernier refuge : la Constitution. Je conviens volontiers que, de tous les arguments qu'ils invoquent, c'est le plus plausible. Mais je n'ai pas à l'examiner, car il ne s'agit nullement de réclamer le suffrage universel pour les Chambres... Il s'agit uniquement du suffrage universel pour la commune et la province. C'est une expérience à faire. Si l'expérience réussit, tout le monde sera bientôt converti à la réforme ».

Rien de plus naturel d'ailleurs — si l'on admet, bien entendu, qu'une différence doit exister entre les divers degrés de l'électorat — que de se montrer plus large, plus libéral, pour le suffrage local et administratif, que pour le suffrage législatif. On ne saurait contester, en effet, que la capacité politique soit plus facile à posséder, lorsqu'il s'agit d'intérêts communaux, sur lesquels l'électeur a un contrôle direct, que lorsqu'il s'agit d'intérêts généraux, se rattachant à des questions qui peuvent lui être moins familières.

Pour adopter un système plus restrictif, en matière d'électorat communal ou provincial, il faut obéir, comme on l'a fait en 1893, à des considérations d'ordre censitaire, dont nos collègues libéraux, par leurs déclarations mêmes, se sont interdit de tenir compte.

Tout permet donc de croire qu'aucun d'entre eux ne voudra s'exposer au reproche d'adopter une attitude différente, selon qu'il s'agit des Chambres législatives, où la majorité des deux tiers est requise pour établir le suffrage universel, et des conseils communaux et provinciaux, où il peut être introduit dans la loi, à la simple majorité.

C'est par une adhésion sans réserves de tous les éléments de l'opposition, au suffrage universel à tous les degrés, que cette réforme, réclamée depuis si longtemps par la classe ouvrière, deviendra inévitable, car un régime électoral qui devient une loi de parti, qui n'a plus d'autres défenseurs que les membres d'un seul parti, ne résiste jamais longtemps aux causes qui tendent à le faire disparaître.

Toute autre solution, d'ailleurs, alors même qu'elle apporterait des modifications avantageuses au régime actuel, qu'elle supprimerait, par exemple, les aggravations apportées par la loi de 1893, au système plural, présenterait cet inconvénient capital de laisser ouverte la question du droit de suffrage, de perpétuer une agitation qui, sous des formes diverses, trouble constamment la vie politique de notre pays. Sur cette revendication essentielle, il est impossible, en effet, que la classe ouvrière se contente jamais d'une reconnaissance incomplète de son droit. En pareille matière, les transactions ne

peuvent être que des transitions. Le seul moyen de donner à la question électorale une solution définitive, c'est de reconnaître, à la fois, le droit des majorités et le droit des minorités, par l'établissement simultané du suffrage universel et de la représentation proportionnelle.

Si désirable que nous paraisse l'application du régime proportionnaliste aux élections communales, il faut reconnaître qu'elle présenterait, plus encore que le système semi-proportionnaliste actuel, de réels dangers, si elle n'était pas complétée par des garanties, au point de vue de la nomination des bourgmestres.

L'expérience démontre, en effet, que le Gouvernement, ayant le droit de choisir les bourgmestres, même dans la minorité du conseil communal, use trop souvent de ce droit pour imposer aux populations des magistrats impopulaires. A plus forte raison, de telles éventualités seraient à craindre si le régime de la représentation proportionnelle intégrale faisait disparaître d'une manière complète, l'homogénéité des conseils communaux.

C'est pourquoi, reprenant une proposition faite jadis par des catholiques, au nom de l'autonomie communale, nous demandons la nomination des bourgmestres par le conseil.

On objecte, il est vrai, que les bourgmestres étant les délégués du pouvoir central, le Gouvernement doit intervenir dans leur nomination. Mais les bourgmestres ne sont pas seulement les délégués du pouvoir central; ils sont encore, et surtout, les représentants du pouvoir communal et, dès lors, il est aussi naturel d'admettre que ces magistrats, qui représentent à la fois la commune et le Gouvernement, soient élus par la commune, que nommés par le Gouvernement.

Pour ce qui concerne l'abolition du vote plural, nous ne croyons pas nécessaire de reproduire, une fois de plus, des considérations qui ont été longuement exposées, dans les développements de notre proposition de loi du 27 novembre 1900 et, plus récemment encore, dans les développements de la proposition de revision constitutionnelle déposée, le 29 avril 1904, par nos honorables collègues, MM. Feron et Denis. Mais il nous reste à dire quelques mots de la principale différence qui existe entre notre proposition actuelle et celle que nous eûmes l'honneur de déposer précédemment.

En 1900, nous réclamions le droit de suffrage communal et provincial, pour les deux sexes. En 1904, nous limitons notre revendication aux adultes mâles.

Ce n'est pas que, sur la question du suffrage des femmes, notre opinion se soit modifiée. Aujourd'hui, comme hier, nous croyons fermement que l'admission des femmes au droit de suffrage, qui a donné les plus heureux résultats dans d'autres pays, s'imposera, dans un prochain avenir, à ceux-là mêmes qui le combattent actuellement avec le plus d'énergie.

Malheureusement, l'accueil fait à notre proposition de 1900 a démontré que, pour le moment, la revendication du suffrage féminin n'aurait d'autre résultat que de rendre plus difficile l'égalisation du suffrage masculin.

En repoussant notre proposition, en se refusant même à reconnaître le droit de suffrage aux femmes, pour les élections aux conseils de prud'hommes et de l'industrie, la droite a montré ce que valent les acquiescements hypothétiques de certains de ses membres à la cause de l'électorat féminin.

D'autre part, il n'est pas possible de méconnaître que le suffrage des femmes se heurte encore à des préventions considérables, non seulement dans la bourgeoisie, mais dans la classe ouvrière même.

Dans ces conditions, poursuivre simultanément les deux réformes que nous avons associées dans notre proposition, ce serait, peut-être, compromettre l'une, sans avantage appréciable pour l'autre.

C'est là une responsabilité que nous ne voulons pas encourir, en ce moment où les travailleurs sont en droit d'espérer le triomphe prochain de l'égalité politique.

Il y a près de quarante ans, le 18 janvier 1866, que parut à Bruxelles, le *Manifeste des ouvriers*, réclamant l'abolition du régime censitaire :

« Nos attendrons avec patience, disaient-ils, l'accueil qui sera fait à l'exposé de nos griefs. Nous saurons, si on nous dispute la réforme que nous demandons, lutter pour la conquérir. Voués au travail, les grands-labeurs ne nous arrêteront pas. La bourgeoisie a combattu pour obtenir pièce à pièce tout ce dont elle jouit ; nous sommes capables de combattre comme elle, et résolus à le faire. Elle nous a donné l'exemple de ce que peuvent l'activité, l'opiniâtreté, l'énergie ; cet exemple, nous le suivrons. »

Jamais réforme plus légitime ne fut demandée avec plus de modération, poursuivie avec plus de persévérance et d'esprit de suite. Pour obtenir la conservation de son droit, la classe ouvrière ne recula devant aucun sacrifice. Tout obstacle lui fut un moyen, toute défaite un motif de plus pour redoubler des efforts qui ne cesseront qu'avec la victoire.

Puissent enfin les élus du privilège s'honorer en faisant justice et rendre au pays un service inestimable en contribuant à rendre possible, par la reconnaissance loyale de la souveraineté populaire, la solution pacifique des conflits entre les classes !

E. VANDERVELDE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Pour être électeur communal, il faut :

- 1^o Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire;
- 2^o Être âgé de 21 ans accomplis;

3^o Être domicilié dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2.

Les dispositions des articles 8, 20, 21 et 22 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

ART. 3.

Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes électorales communales, en même temps qu'à la revision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune.

ART. 4.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre,

WETSVOORSTEL

ARTIKEL 1.

Om kiezer te zijn voor de gemeente moet men :

- 1^o Belg van geboorte zijn of het gewoon burgerschap hebben verkregen ;
- 2^o Den leeftijd van 21 jaren bereikt hebben ;

3^o Sedert ten minste zes maanden zijn domicilie in de gemeente hebben.

ART. 2.

De bepalingen der artikelen 8, 20, 21 en 22 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894), betreffende de vaststelling der hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen zijn van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

ART. 3.

Het college van burgemeester en schepenen gaat over tot de herziening van de lijsten der gemeentekiezers ter zelfder tijd als tot de herziening van de lijsten der algemeene en provinciale kiezers.

Daarop behoudt het of schrijft het in degenen, die, de vereischten bezittende om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn, op 1 Juli sedert ten minste zes maanden hun domicilie in de gemeente hebben.

ART. 4.

Degene die, vóór 1 Juli, zijn verblijf van eene gemeente naar eene andere

avant le 1^{er} juillet, ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

Il ne peut être inscrit, six mois après, sur les listes de sa résidence nouvelle, dans les conditions fixées à l'article précédent, que s'il a fait, au moment de son départ, à l'administration de son ancienne résidence, la déclaration de transfert et s'il a réclamé à l'administration de la nouvelle résidence, dans le mois de cette déclaration, son inscription aux registres de la population.

La date de l'acquisition du domicile électoral nouveau se constate conformément au deuxième alinéa de l'article 57 du Code électoral.

ART. 5.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par les articles 1, 2, 3 de la présente loi, pour l'électorat communal.

ART. 6.

Les dispositions du titre III du Code électoral (loi du 12 avril 1894) sont applicables aux élections provinciales.

ART. 7.

Sont applicables aux élections communales et provinciales, les dispositions formant les articles 253 à 267 du Code électoral et y figurant sous le titre XI (Représentation proportionnelle).

Les circonscriptions pour les élections provinciales sont déterminées par un tableau de répartition à joindre à la présente loi.

ART. 8.

Ce tableau sera proposé par une com-

overbrengt, mag, op dien datum, niet worden behouden op de lijsten der gemeentekiezers van de door hem verlaten gemeente.

Hij mag, zes maanden nadien, dan alleen worden ingeschreven op de lijsten van zijn nieuw verblijf, in de voorwaarden bij het vorig artikel bepaald, wanneer hij, op 't oogenblik van zijn vertrek, bij het bestuur van zijn vroeger verblijf de aangifte heeft gedaan van verandering van verblijfplaats, en, binnen ééne maand na deze aangifte, aan het bestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft gevraagd.

De datum, waarop men het nieuw kiesdomicilie heeft verworven, wordt overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 57 van het Kieswetboek vastgesteld.

ART. 5.

Zijn kiezer voor de provincie, de ingezetenen die voldoen aan de vereischten der artikelen 1, 2, 3 van deze wet om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn.

ART. 6.

De bepalingen van titel III van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

ART. 7.

De bepalingen, die de artikelen 253 tot 267 van het Kieswetboek uitmaken en onder titel XI zijn vermeld (evenredige vertegenwoordiging), zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente en de provincie.

De omschrijvingen voor de provinciale verkiezingen worden door eene bij deze wet te voegen indeelingstabel bepaald.

ART. 8.

Die tabel wordt voorgesteld door eene

mission formée de dix-sept membres de la législature, désignés, dix par la Chambre et sept par le Sénat, et choisis dans la majorité et dans l'opposition, d'après leurs forces respectives. La commission se mettra, s'il y a lieu, en rapport avec le Gouvernement.

Le tableau sera ensuite soumis aux trois branches du pouvoir législatif pour être annexé à la présente loi.

ART. 9.

L'article 2 de la loi communale du 30 mars 1836 est remplacé par la disposition suivante :

Les conseillers sont élus directement par l'assemblée des électeurs de la commune.

Le bourgmestre et les échevins sont élus par le conseil communal, parmi ses membres. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres du collège échevinal à élire ; le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins.

Si, après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix ; au ballottage, en cas de parité, le plus âgé l'emporte.

L'élection des bourgmestre et échevins a lieu dans la séance d'installation qui suit le renouvellement total ou partiel du conseil. En tout autre cas, l'élection doit être faite dans les trois mois de la vacance.

Les règles relatives à la démission du mandat de conseiller s'appliquent à la démission des fonctions d'échevin.

commissie samengesteld uit zeventien leden der Wetgevende Kamers, waaronder tien aangewezen door de Kamer en zeven door den Senaat en gekozen in de meerderheid en in de minderheid, naar hunne wederzijdsche getalsterkte. De commissie stelt zich, zoo daartoe redden zijn, in betrekking tot de Regeering.

Vervolgens wordt de tabel onderworpen aan de drie takken der wetgevende macht ten einde aan deze wet toegevoegd te worden.

ART. 9.

Artikel 2 der gemeentewet van 30 Maart 1836 wordt door de navolgende bepaling vervangen :

De raadsleden worden rechtstreeks verkozen door de vergadering der gemeentekiezers.

Burgemeester en schepenen worden door den gemeenteraad verkozen onder zijne leden. De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en met volstreckte meerderheid, bij zooveel afzonderlijke stemmen als er leden van het schepencollege te verkiezen zijn ; de rang der schepenen wordt bepaald naar de volgorde der stemmen.

Heeft, na twee stemmen, geen candidaat de meerderheid verkregen, dan wordt er overgegaan tot herstemming tusschen de twee kandidaten die de meeste stemmen bekwamen ; staken de stemmen bij de herstemming, dan wordt de voorkeur gegeven aan den oudste.

De verkiezing van burgemeester en schepenen heeft plaats in de zitting van aanstelling die volgt op de geheele of gedeeltelijke vernieuwing van den raad. In elk ander geval moet de verkiezing geschieden binnen drie maanden nadat het ambt is opengevallen.

De regelen betreffende de ontslagneming als raadslid zijn van toepassing op de ontslagneming als schepen.

ART. 10.

Les articles 42 à 47 de la loi du 12 septembre 1895 et les articles 1, 2, 19, 20 de la loi du 22 avril 1898 sont abrogés.

ART. 10.

De artikelen 42 tot 47 der wet van 12 September 1895 en der artikelen 1, 2, 19, 20 der wet van 22 April 1898 worden ingetrokken.

Émile VANDERVELDE,
Eugène BERLOZ,
L. BERTHAND,
E. ANSEELE,
Jean MALEMPRÉ,
H. DENIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1904.

Voorstel tot wet betreffende het opmaken van de kiezerslijstenvoor de gemeente en de provincie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Behoudens zekere wijzigingen waarover wij verder uitweiden, is het ahangig voorstel hetzelfde als dit betreffende het algemeen stemrecht voor de gemeente en de provincie, dat wij de eer hadden den 27^{en} November 1900 op het bureel der Kamer neer te leggen.

Het bewust voorstel werd breedvoerig besproken in de maand Februari 1902, doch de Kamer wees het af. De leden der behoudsgezinde meerderheid bestreden het beginsel zelf der gelijkheid van stemrecht. Sommige leden der liberale oppositie deden verklaringen van denzelfden aard hooren. Anderen onthielden zich om verschillende redenen. Kortom, slechts 43 stemmen (tegen 92) werden uitgebracht ten voordeele van eene onmiddellijke keshervorming met algemeen stemrecht voor alle burgers, die den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt.

Evenwel werden velen van hen die weigerden tot het louter eenvoudig algemeen stemrecht toe te treden, er toe gebracht te erkennen dat het niet mogelijk was onbepaaldelijk het bestaande stelsel te handhaven, een stelsel dat ten voordeele van de bevoorrechte klasse schreeuwende onrechtvaardigheden bekrachtigt, en, daarenboven, op deze zonderlinge strijdigheid uitloopt: het gelijktijdig bestaan van volstrekt verschillende wijzen van verkiezing voor de drie trappen van verkiezing, met name het meerderheidsstelsel voor de provinciale verkiezingen, de evenredige vertegenwoordiging voor de verkiezing van de leden der wetgevende Kamers en een tweeslachtig stelsel voor de gemeenteverkiezingen.

Derhalve werd door de meerderheid der Middenafdeeling, belast met het onderzoek van ons voorstel, de meening uitgedrukt « dat er eenheid behoort tot stand te komen in de kieswetten voor de wetgevende Kamers, de pro-

vinciën en de gemeenten inzonderheid wat betreft den ouderdom voor het stemrecht vereischt, den duur van het verblijf en het getal stemmen aan iederen kiezer te verleenen. » Daarenboven verklaarde zij zich « in beginsel voor de toepassing van evenredige vertegenwoordiging bij de verkiezingen van de provincie en de gemeente ».

Wel is waar, werd, sedert deze verklaring, door de leden der rechterzijde, die zich er bij aansloten, niets gedaan om ze werkelijk te doen bestaan.

Nochtans, kort na de jongste algemeene verkiezingen, heeft de achtbare heer Verhaegen, de vroegere verslaggever der Middenafdeeling, die er om bekommerd was eenige grieven der oppositie weg te nemen, in de *Revue sociale catholique* verklaard dat hij voorstander is van leerplicht, van eene legerhervorming, en, in zake van stemrecht, erkende hij stellig de noodzakelijkheid om « de zonderlingheden, door het verschil van kiesstelsels verwekt » te doen verdwijnen, er bijvoegende dat er misschien wijzigingen dienden te worden gebracht in de kieswet voor de gemeente.

Naar hetgeen de behoudsgezinden zelf bekennen, blijft dus de kiesquestie steeds hangende.

Bijgevolg is het noodig dat de verschillende groepen der Kamer de oplossingen, die zij voorstaan, duidelijk bepalen en dat, tegenover het stelsel der eenmaking van de kieswetten, waartoe een ingediend wetsvoorstel strekt, de voorstanders van algemeen stemrecht het cenig stelsel vooruitzetten dat voldoening kan schenken aan hen, die door de bestaande wetgeving worden miskend.

Dat is te meer noodig daar, in den jongsten tijd, het vraagstuk der politieke gelijkheid, zelfs bij den burgerstand, onbetwistbaar vooruitgang heeft gemaakt.

Het bewijs daarvan vinden wij in de meer en meer volledige aansluiting van de liberale partij bij het beginsel van algemeen stemrecht.

Reeds op 21 December 1900, verklaarden de liberale linkerzijden van Senaat en Kamer « dat er terzelfder tijd dient te worden gewerkt voor het verwezenlijken van het beginsel der politieke gelijkheid door afschaffing van het meervoudig stemrecht en het verwezenlijken van de evenredige vertegenwoordiging voor alle trappen van het electoraat, in de Grondwet en de kieswetten ».

Door deze verklaring werd, wel is waar, voorbehouden de vrijheid van hen die in de meening der meerderheid niet deelden, en, tijdens de beraadslaging in Februari 1902, maakten verscheidene leden der liberale linkerzijde gebruik van die vrijheid.

Doch sedert werden nieuwe verklaringen afgelegd.

Te Brussel, bij voorbeeld, vereenigden zich alle liberale krachten voor de verkiezingen van 1902, met een programma, behelzende « de afschaffing van meervoudig stemrecht en de handhaving van algemeen stemrecht, reeds nu in de Grondwet geschreven, met voorbehoud van het recht om te ijveren voor de toekenning van eene tweede stem aan de huisvaders of aan de burgers van zekeren ouderdom, mits deze tweede stem niet afhangt van eenige voorwaarde van fortuin of eijns ».

Voor de verkiezingen van 1904 werden nog stelliger verklaringen ten voordeele van algemeen stemrecht afgelegd, door de liberale kandidaten of verkozenen, en die verklaringen schijnen tot hunnen bijval te hebben bijgedragen.

Welnu, het land zou moeilijk kunnen begrijpen, vooral met het oog op den tekst der verklaring van de linkerzijde, dat die toetredingen enkel het algemeen stemrecht betreffen voor de Wetgevende Kamers en niet insgelijks het stemrecht voor de gemeente en de provincie.

Immers, tot de wet van 1893 op het stemrecht voor de gemeente, die onbetwistbaar eene terugwerking was tegen het herzieningswerk van 1893, werd in België te allen tijde aangenomen dat het kiesstelsel voor de provincie of de gemeente, — die « lagere scholen van 't openbaar leven », — meer uitgebreid diende te zijn dan het kiesstelsel voor de Wetgevende Kamers.

't Is, namelijk, hetgeen de achtbare heer Woeste erkende, toen hij in een reeds dikwijls aangehaald artikel der *Revue générale* (November 1870) zich voor algemeen stemrecht verklaarde :

« Verplicht, zegde hij, voet voor voet den grond af te staan waarop zij zich hadden verschanst, hebben de tegenstrevers van algemeen stemrecht eene laatste toevlucht : de Grondwet. Volgaarne erken ik dat het, onder al de beweegredenen welke zij aanvoeren, de meest aannemelijke is. Ik hoef ze echter niet te onderzoeken, want het is er hoegenaamd niet om te doen algemeen stemrecht voor de Kamers te vragen... 't Betreft enkel algemeen stemrecht voor de gemeente en de provincie. Het geldt eene proefneming. Lukt deze, dan zal iedereen weldra tot de hervorming overgehaald zijn. »

Niets is overigens natuurlijker — als men, wel te verstaan, aanneemt dat er een verschil moet bestaan tusschen de verschillende graden van 't kiesrecht — dan zich meer vrijgevig, meer liberaal te toonen voor de plaatselijke en bestuurlijke verkiezingen, dan voor de wetgevende verkiezingen. Onbetwistbaar is het, immers, dat men gemakkelijker de politieke bevoegdheid bezit wanneer het gemeentebelangen betreft, waarover de kiezer rechtstreeks toezicht kan uitoefenen, dan wanneer het algemeene belangen geldt, in verband met vraagstukken waarin hij niet zoo zeer is ingewijd.

Om in zake van kiesrecht voor de gemeente of de provincie, een meer beperkt stelsel aan te nemen, moet men, zooals in 1893 gedaan werd, gehoor geven aan eijusbekommeringen, waarmede onze liberale collega's, door hunne verklaringen zelve, geen rekening meer mogen houden.

Alles laat dus verhoppen, dat geen enkel hunner zal willen blootstaan aan het verwijt eene verschillende houding aan te nemen volgens dat het de wetgevende Kamers betreft, waar de meerderheid der twee derden wordt vereischt om het algemeen stemrecht in te voeren, en de gemeente- of provincieraden, waar dat stelsel in de wet bij eenvoudige meerderheid kan aangenomen worden.

't Is door eene onvoorwaardelijke toetreding van al de bestanddeelen der oppositie tot het algemeen stemrecht voor alle graden, dat die hervorming

door de arbeidersklasse sedert zoolang geëischt, onvermijdelijk zal worden, want een kiesstelsel, dat eene partijwet wordt, dat enkel is verdedigd door de leden van eene enkele partij, houdt het nooit lang vol tegen de oorzaken, die trachten het te doen verdwijnen.

Ten overige, elke andere oplossing, al bracht zij voordeelige wijzigingen toe in het bestaande stelsel, al schafte zij, bij voorbeeld, de verergeringen af, door de wet van 1893 aan het meervoudig stemrecht toegebracht, zou dit hoofdgebrek opleveren : het vraagstuk van het kiesrecht onopgelost te laten en eene woeling in stand te houden welke, onder verschillende vormen, gestadig het politiek leven van ons land stoort. Ten aanzien van dezen hoofdzakelijken eisch is het immers onmogelijk dat de arbeidersklasse ooit vrede hebbe met eene onvolledige erkenning van haar recht. Op dat gebied kan elk vergelijk niet anders zijn dan vergankelijk. Het eenig middel om de kiesquestie bestendig op te lossen, is, én het recht der meerderheid én het recht der minderheid te erkennen, door het gelijktijdig huldigen van algemeen stemrecht en van evenredige vertegenwoordiging.

Hoe wenschelijk ook de toepassing van het evenredig stelsel bij de gemeenteverkiezingen schijnt, behoort men te erkennen dat die toepassing, meer nog dan het tegenwoordig half-evenredig stelsel, wezenlijk gevaar zou opleveren, indien zij niet werd aangevuld door waarborgen met het oog op 't benoemen van de burgemeester.

De ondervinding bewijst toch dat de Regeering, het recht bezittende de burgemeesters te benoemen, zelfs in de minderheid van den gemeenteraad maar te dikwijls gebruik maakt van dat recht om het volk burgemeesters op te dringen, waarvan het niet wil weten. Met te meer reden zouden dergelijke gevallen te vreezen zijn, indien het stelsel van algeheele evenredige vertegenwoordiging de eenzijdige meerderheid in de gemeenteraden voor goed deed verdwijnen.

Daarom, een voorstel overnemende dat voorheen door katholieken werd gedaan namens de zelfstandigheid der gemeenten, vragen wij de benoeming van de burgemeesters door den raad.

Daartegen wordt, wel is waar, ingebracht dat, vermits de burgemeesters de afgevaardigden zijn van het middenbestuur, de Regeering bij hunne benoeming moet optreden. Maar de burgemeesters zijn niet alleen de afgevaardigden van het middenbestuur, zij zijn ook nog en vooral de vertegenwoordigers van het gemeentebestuur en, bijgevolg, is het even natuurlijk aan te nemen dat de magistraten, die tevens de gemeente en de Regeering vertegenwoordigen, door de gemeente worden verkozen als door de Regeering benoemd.

Wat betreft de afschaffing van het meervoudig stemrecht, achten wij het nutteloos eens te meer beschouwingen te herhalen welke breedvoerig werden uiteengezet in de toelichting van ons wetsvoorstel van 27 November 1900 en nog onlangs in de toelichting van het wetsvoorstel tot herziening der Grondwet, den 29ⁿ April 1904 overgelegd door onze achtbare collega's, de heeren Feron en Denis. Doch wij dienen nog enkele woorden te zeggen over het hoofdzakelijk verschil bestaande tusschen dit voorstel en het voorstel, dat wij de eer hadden vroeger in te dienen.

In 1900 vroegen wij stemrecht op gemeentelijk en provinciaal gebied voor beide seksen. In 1904, beperken wij onzen eisch tot de volwassene mannen.

Niet dat onze zienswijze veranderde met het oog op het stemrecht der vrouwen. Heden, zoowel als voorheen, zijn wij vast overtuigd dat de toelating van de vrouwen tot het stemrecht, welke in andere landen de beste uitslagen opleverde, in eene niet ver verwijderde toekomst, als eene noodzakelijkheid zal worden aanzien door diegenen zelf, die ze thans het meest bestrijden.

Ongelukkiglijk heeft het onthaal, aan ons voorstel van 1900 te beurt gevallen, bewezen dat, voor 't oogenblik, het eischen van stemrecht voor de vrouwen geene andere uitwerking zou hebben dan het uitroepen van gelijk stemrecht voor de mannen moeilijker te maken.

Door ons voorstel te verwerpen, door zelfs het kiesrecht aan de vrouwen te ontfangen bij de verkiezingen voor de werkrechtsraden en de raden van nijverheid, toonde de rechterzijde wat de schijnbare ingenomenheid van sommige harer leden voor het stemrecht der vrouwen wel waard is.

Het valt, ten anderen, niet te ontkennen dat het kiesrecht der vrouwen nog stuit op zware tegenkanting, niet alleen bij den burgerstand, maar zelfs bij de arbeidersklasse.

Dat zoo zijnde, zou het gelijktijdig betrachten van beide hervormingen, welke wij in ons voorstel hadden vereenigd, misschien de eene hervorming gevaar doen loopen, zonder merklijk voordeel voor de andere.

Die verantwoordelijkheid willen wij op ons niet nemen, op het oogenblik dat de arbeiders zijn gerechtigd te hopen dat eerlang de politieke gelijkheid zal zegevieren.

Het is nagenoeg veertig jaar geleden dat te Brussel, op 18 Januari 1866, het *Manifest der Werklieden* het licht zag om de afschaffing te vragen van het cijnsstelsel : « Wij zullen, zegden zij, geduldig het onthaal afwachten, dat aan het vertoog onzer grieven zal te beurt vallen. Betwist men ons de hervorming, welke wij verlangen, dan zullen wij weten te strijden om ze te veroveren. Tot den arbeid gedoemd, zal het zwaar zwoegen ons niet tegenhouden. De burgerstand heeft gestreden om stuk bij stuk te bekomen al wat hij geniet; wij zijn bekwaam te strijden zooals hij en vast besloten zulks te doen. De burgerstand leverde ons 't voorbeeld van hetgeen bedrijvigheid, aanhoudendheid en krachtdadigheid vermogen; dat voorbeeld zullen wij volgen.

Nooit werd billijker hervorming geeischt met meer gematigdheid, betracht met meer standvastigheid en beredeneerde volharding. Tot behoud van zijn recht is de arbeidersstand voor geen enkele opoffering terug geweken. Elke hinderpaal was voorheen een middel, elke nederlaag eene reden te meer tot het verdubbelen van zijne pogingen, die eerst met de zegepraal zullen ophouden.

Mochten eindelijk de verkozenen van het voorrecht het zich als eene eer aanrekenen recht te laten wedervaren ! Zij zullen het land eenen weergaloozen dienst bewijzen door, eerlijk 's volks souvereiniteit erkennende, de vredelievende oplossing van den klassenstrijd mogelijk te maken !

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Pour être électeur communal, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire;
- 2° Être âgé de 21 ans accomplis;

3° Être domicilié dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2.

Les dispositions des articles 8, 20, 21 et 22 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

ART. 3.

Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes électorales communales, en même temps qu'à la revision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune.

ART. 4.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre,

WETSVOORSTEL

ARTIKEL 1.

Om kiezer te zijn voor de gemeente moet men :

- 1° Belg van geboorte zijn of het gewoon burgerschap hebben verkregen ;
- 2° Den leeftijd van 21 jaren bereikt hebben ;

3° Sedert ten minste zes maanden zijn domicilie in de gemeente hebben.

ART. 2.

De bepalingen der artikelen 8, 20, 21 en 22 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894), betreffende de vaststelling der hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen zijn van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

ART. 3.

Het college van burgemeester en schepenen gaat over tot de herziening van de lijsten der gemeentekiezers ter zelfder tijd als tot de herziening van de lijsten der algemeene en provinciale kiezers.

Daarop behoudt het of schrijft het in degenen, die, de vereischten bezittende om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn, op 1 Juli sedert ten minste zes maanden hun domicilie in de gemeente hebben.

ART. 4.

Degene die, vóór 1 Juli, zijn verblijf van eene gemeente naar eene andere

avant le 1^{er} juillet, ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

Il ne peut être inscrit, six mois après, sur les listes de sa résidence nouvelle, dans les conditions fixées à l'article précédent, que s'il a fait, au moment de son départ, à l'administration de son ancienne résidence, la déclaration de transfert et s'il a réclamé à l'administration de la nouvelle résidence, dans le mois de cette déclaration, son inscription aux registres de la population.

La date de l'acquisition du domicile électoral nouveau se constate conformément au deuxième alinéa de l'article 57 du Code électoral.

ART. 5.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par les articles 1, 2, 3 de la présente loi, pour l'électorat communal.

ART. 6.

Les dispositions du titre III du Code électoral (loi du 12 avril 1894) sont applicables aux élections provinciales.

ART. 7.

Sont applicables aux élections communales et provinciales, les dispositions formant les articles 253 à 267 du Code électoral et y figurant sous le titre XI (Représentation proportionnelle).

Les circonscriptions pour les élections provinciales sont déterminées par un tableau de répartition à joindre à la présente loi.

ART. 8.

Ce tableau sera proposé par une com-

missie, mag, op dien datum, niet worden behouden op de lijsten der gemeentekiezers van de door hem verlaten gemeente.

Hij mag, zes maanden nadien, dan alleen worden ingeschreven op de lijsten van zijn nieuw verblijf, in de voorwaarden bij het vorig artikel bepaald, wanneer hij, op 't oogenblik van zijn vertrek, bij het bestuur van zijn vroeger verblijf de aangifte heeft gedaan van verandering van verblijfplaats, en, binnen ééne maand na deze aangifte, aan het bestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft gevraagd.

De datum, waarop men het nieuw kiesdomicilie heeft verworven, wordt overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 57 van het Kieswetboek vastgesteld.

ART. 5.

Zijn kiezer voor de provincie, de ingezetenen die voldoen aan de vereischten der artikelen 1, 2, 3 van deze wet om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn.

ART. 6.

De bepalingen van titel III van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

ART. 7.

De bepalingen, die de artikelen 253 tot 267 van het Kieswetboek uitmaken en onder titel XI zijn vermeld (evenredige vertegenwoordiging), zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente en de provincie.

De omschrijvingen voor de provinciale verkiezingen worden door eene bij deze wet te voegen indeelingstabel bepaald.

ART. 8.

Die tabel wordt voorgesteld door eene

mission formée de dix-sept membres de la législature, désignés, dix par la Chambre et sept par le Sénat, et choisis dans la majorité et dans l'opposition, d'après leurs forces respectives. La commission se mettra, s'il y a lieu, en rapport avec le Gouvernement.

Le tableau sera ensuite soumis aux trois branches du pouvoir législatif pour être annexé à la présente loi.

ART. 9.

L'article 2 de la loi communale du 30 mars 1836 est remplacé par la disposition suivante :

Les conseillers sont élus directement par l'assemblée des électeurs de la commune.

Le bourgmestre et les échevins sont élus par le conseil communal, parmi ses membres. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres du collège échevinal à élire ; le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins.

Si, après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix : au ballottage, en cas de parité, le plus âgé l'emporte.

L'élection des bourgmestre et échevins a lieu dans la séance d'installation qui suit le renouvellement total ou partiel du conseil. En tout autre cas, l'élection doit être faite dans les trois mois de la vacance.

Les règles relatives à la démission du mandat de conseiller s'appliquent à la démission des fonctions d'échevin.

commissie samengesteld uit zeventien leden der Wetgevende Kamers, waaronder tien aangewezen door de Kamer en zeven door den Senaat en gekozen in de meerderheid en in de minderheid, naar hunne wederzijdsche getalsterkte. De commissie stelt zich, zoo daartoe redden zijn, in betrekking tot de Regeering.

Vervolgens wordt de tabel onderworpen aan de drie takken der wetgevende macht ten einde aan deze wet toegevoegd te worden.

ART. 9.

Artikel 2 der gemeentewet van 30 Maart 1836 wordt door de navolgende bepaling vervangen :

De raadsleden worden rechtstreeks verkozen door de vergadering der gemeentekiezers.

Burgemeester en schepenen worden door den gemeenteraad verkozen onder zijne leden. De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en met volstrekte meerderheid, bij zooveel afzonderlijke stemmingen als er leden van het schepencollege te verkiezen zijn ; de rang der schepenen wordt bepaald naar de volgorde der stemmingen.

Heeft, na twee stemmingen, geen candidaat de meerderheid verkregen, dan wordt er overgegaan tot herstemming tusschen de twee kandidaten die de meeste stemmen bekwamen ; staken de stemmen bij de herstemming, dan wordt de voorkeur gegeven aan den oudste.

De verkiezing van burgemeester en schepenen heeft plaats in de zitting van aanstelling die volgt op de gheele of gedeeltelijke vernieuwing van den raad. In elk ander geval moet de verkiezing geschieden binnen drie maanden nadat het ambt is opengevallen.

De regelen betreffende de ontslagneming als raadslid zijn van toepassing op de ontslagneming als schepen.

ART. 10.

Les articles 42 à 47 de la loi du 12 septembre 1895 et les articles 1, 2, 19, 20 de la loi du 22 avril 1898 sont abrogés.

ART. 10.

De artikelen 42 tot 47 der wet van 12 September 1895 en de artikelen 1, 2, 19, 20 der wet van 22 April 1898 worden ingetrokken.

Émile VANDERVELDE,
Eugène BERLOZ,
L. BERTRAND,
E. ANSEELX,
Jean MALEMPRÉ,
H. DENIS.
